



DISCOURS DU PRESIDENT

Mercredi **14 JUILLET** 2021

M. Stevenson MILLER,
Président du Conseil Territorial des Jeunes

Mme Annick PETRUS,
Sénatrice de Saint-Martin

Mme Claire GUION-FIRMIN,
Députée de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

M. Serge GOUTEYRON,
Préfet délégué auprès du représentant de l'Etat dans les
Collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

*Mesdames et messieurs,
Chers amis,*



Comme chaque année, nous sommes toutes et tous réunis, en ce 14 Juillet, pour les traditionnelles cérémonies qui, comme en 2020, se tiennent dans un format et dans un contexte pour le moins particulier.

Un format passablement dématérialisé, un peu « hors sol »...

La parfaite illustration, hélas !, de la *société du sans-contact* qui est imposée depuis 18 mois au Monde en général et à la France en particulier...

Certes,

depuis un an, nous sommes moins démunis face au virus qui hante le Monde.

Désormais, nous disposons en effet de vaccins nous permettant de faire face à la menace,

Quoi qu'en disent, par conviction ou par calcul, certains esprits sceptiques.

Certes !

le débat est toujours fécond, et il n'y a pas de réflexion éclairée sans période de doute.

Mais il y a un moment où il faut choisir, et prendre ses responsabilités.

Ces responsabilités, je les ai prises, et je les assume.

Face aux passions glauques et anxiogènes, un retour à la Raison s'impose.

Le 20 Mai dernier, je déclarais,
devant les élus du Conseil Territorial :

*« Comme le disait en son temps,
confronté à l'arbitraire colonial,
l'illustre Felix ÉBOUÉ :*

Il va falloir « Jouer le jeu ». Et « jouer le jeu », c'est aussi aller se faire vacciner.

Je suis partisan d'une vaccination de masse, comme l'ont fait au demeurant, avec succès, la plupart de nos voisins.

**Mais attention, mes chers compatriotes,
à ne pas multiplier les mesures contraignantes,
restrictives voire autoritaires.**

Elles pourraient, particulièrement dans nos pays ultra-marins, s'avérer contre-productives : le mieux est parfois l'ennemi du bien !

Les collectivités d'Outre-mer, bien plus qu'en métropole, ont souffert des restrictions,

je pense ici naturellement aux Saint-martinois, mais aussi à nos compatriotes de Martinique et de Guyane particulièrement affectés.

Ces restrictions ont jeté des milliers de personnes au chômage ; des milliers de familles ont sombré dans la misère

-même si celle-ci n'est pas toujours « visible »...

Elles sont d'autant moins compréhensibles que les demandes des élus, relatives à l'augmentation des moyens humains et budgétaires des hôpitaux locaux, n'ont pas été prises en compte par le Gouvernement...



Aujourd'hui,

le Président de la République

annonce l'extension du « pass sanitaire » tous azimuts,

à partir du mois d'Août.

Je suis optimiste et légitimiste :

peut-être s'agit-il d'un « mal nécessaire »

-et pour un temps bien délimité ?

Mais j'avoue,

en tant que libéral et en tant qu'humaniste,

être mal à l'aise face à cette perspective du « QR Code » pour tous...

La France pourrait ainsi rapidement devenir la Chine.

Mais sans la croissance économique...

Et comment imposer cette mesure aux restaurants de Saint-Martin,

dans le contexte ultra-concurrentiel que nous connaissons ?!...

La *Friendly Island* ne saurait devenir l'île des contraintes et des contrôles...



Je le répète à chaque Conseil Territorial :
face à l'épidémie,
le réflexe qui semble consister à privilégier,
dans les Outre-mer,
une logique de *punition collective* va bien vite atteindre ses limites.

Cette triste logique,
au demeurant,
met à mal les fondements mêmes de notre Nation.

Car comment favoriser le « vivre ensemble »...
si l'on nous empêche de vivre ?!...

**Cela me conduit à aborder,
en ce jour de fête nationale,
l'importance vitale d'être *unis*,
citoyens de l'Hexagone et des Outre-mer,
sous le même drapeau.**

Cette unité se conçoit d'abord dans la diversité :



Ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise.

Ce qui nous rassemble DOIT ÊTRE plus important que ce qui nous divise.

Une île comme Saint-Martin,

bi-nationale et multiculturelle,

se trouve aux avant-postes des changements juridiques, sociologiques et démographiques qui s'annoncent en France,

Nation française paradoxale qui se veut centralisatrice...

mais qui sait être aussi pragmatique

et audacieuse,

lorsqu'il le faut.

Notre cher et vieux pays se considère,

sans le dire,

comme une Yougoslavie qui a réussi ;

il est,

de plus en plus,

une fédération qui s'ignore...



Nous avons peut-être alors eu le tort d'être des précurseurs !
D'avoir eu raison trop tôt !...

Mais Saint-Martin assume bel et bien la réalité

-et la fierté-

de ses appartenances multiples :

nous sommes *à la fois* citoyens français,

citoyens européens,

et pleinement caribéens.

Et, bien que dotée de l'autonomie et régie par l'article 74 de la Constitution,

Saint-Martin n'en demeure pas moins une authentique Collectivité de la République.

Cette unité se conçoit ensuite dans le respect mutuel :

Je le dis souvent,

et le rappelais en Septembre dernier lors d'un colloque sur les statuts particuliers,

l'application pleine et entière des dispositions statutaires passe par un partenariat *loyal* et *équilibré* avec l'Etat local.



Je le souhaite de tout cœur,
malgré les désillusions des années 2018-2020.

Beaucoup trop de blocages,
administratifs,
financiers voire politiques,
sont dus à des postures rigides et
à des mentalités tatillonnes,
parfois d'un autre temps.

Pour y remédier,
les Saint-Martinois veulent davantage d'écoute,
de pragmatisme et de respect...

Car, vous le savez,
nous avons, ici,
parfois la funeste impression d'être oubliés et méconnus.

Parfois, peut-être à cause de nos propres divisions,
éconduits et dédaignés.



Les Saint-Martinois méritent tellement mieux que ces sarcasmes hautains et ces caricatures blessantes !

Heureusement,

depuis Décembre 2020,

nous avons pu renouer le dialogue avec l'arrivée d'un Préfet authentiquement républicain.

Désormais,

nous pouvons,

nous *devons donc*,

trouver des solutions consensuelles sur les sujets sensibles et épineux que vous connaissez.

Et pour rapprocher les points de vue,

l'État peut mieux faire et davantage nous accompagner pour favoriser des capacités d'expertise

résolument saint-martinoises ;

et nous garantir une véritable autonomie de décision

que nous mettrons au service d'un développement durable, solidaire et responsable.



Cette unité se conçoit, enfin,
dans un avenir commun :

Nous refusons l'aventure de la sécession.

Et nous ne croyons pas,
nous n'avons jamais cru,
au mythe de l'indépendance salvatrice.

Nous refusons également les doctrines et les doctrinaires
qui nous dénie le droit à la solidarité nationale.

L'article 74 de notre Constitution ne saurait être le symbole flétri
d'une solidarité à éclipses,
du désengagement,
de l'abandon.

Cet avenir commun,
et *en* commun,
doit être exigeant,
a fortiori dans la perspective des temps difficiles qui s'annoncent.
Pour cela, un changement *au niveau des mentalités* s'impose.



Nous devons, toutes et tous,
Etat et Collectivité,
faire des efforts,
nous remettre en cause,
apprendre de nos erreurs :

- D'une part, dans l'Hexagone,
où les élites administratives voient dans les outre-mer en général
et Saint-Martin en particulier,
un vestige désuet de l'histoire coloniale.

Et nous considèrent,
avec un dédain comptable,
teinté de mauvaise conscience et d'idéologie malthusienne

- Mais aussi,
d'autre part,
au niveau des acteurs locaux :
des élus, des socio-professionnels, des organisations syndicales.



Nous avons sans doute également notre part de responsabilité dans la dégradation des relations avec notre Etat-Nation.

Certains comportements nous desservent :

nous ne devons pas nous comporter,
par calcul partisan ou par ambition personnelle,
comme des supplétifs du pouvoir parisien...

Chacun doit rester dans son rôle,
dans le strict respect des personnes et des prérogatives des uns et
des autres...

Parallèlement, nous revendiquons,
protestons et manifestons.

Souvent à bon droit.

Mais nous devons *proposer* davantage,
utiliser tous les outils nationaux et européens à notre disposition
pour obtenir des améliorations concrètes et pragmatiques

-y compris à droit constant.

J'y travaille avec mes équipes.



La politique des petits pas est toujours préférable à l'illusion du
« Grand Soir »,
y compris statutaire...

**Cet avenir commun est donc,
aussi,
mon combat.**

Avec cet objectif qui est le mien ;
pour lequel je me bats depuis 2017,
contre vents et marées (*au sens propre et figuré !...*) :

Garantir l'unité des Saint-Martinois,
Défendre leur identité,
Préserver la cohésion sociale du Territoire.

En cela,
il faut rester *fidèles* à nos principes
et *fidèles à nous-mêmes*,
à ce que nous sommes.



La fidélité,
c'est important.

Sans fidélité,
pas de confiance.

Et sans confiance,
pas de stabilité,
pas de développement,
pas de prospérité...

Il ne faut donc rien lâcher,
comme je le répète encore et toujours.

Enfin,
bien comprendre
- et faire comprendre-
que nous avons nos spécificités,
notre dignité et notre fierté.



**Car il faut, pour Saint-Martin,
*une politique de la fierté.***

Je le disais l'an dernier,
et le redirai l'an prochain :

*« Nous sommes fiers d'être ce que nous sommes :
une collectivité courageuse,
résiliente, entreprenante,
fraternelle ».*

Aujourd'hui plus que jamais,
et dans la confiance retrouvée,
l'Etat trouve,
en la Collectivité de Saint-Martin,
en ses agents,
en ses élus et en son Président,
des interlocuteurs loyaux,
attentifs,
déterminés.



COLLECTIVITÉ DE SAINT-MARTIN

Et toujours motivés à écrire,
tous ensemble,
dans l'estime et la concorde,
une nouvelle page d'Histoire.

Happy Bastille Day to all the Saint-Martiners !

Vive la République,

vive la France !

Vive Saint-Martin!

God bless Saint-Martin !